



PRESSE INTERNATIONALE

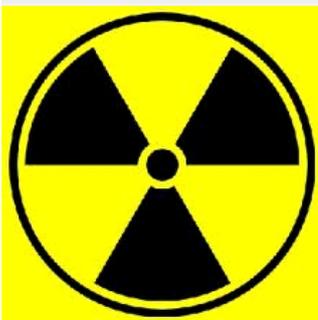
Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (K.Marx)

**A bas Kadhafi !
A bas l'intervention
impérialiste
en Libye !**



Vive la résistance du peuple libyen !



**Stop aux centrales
nucléaires !
Nationalisation du
secteur énergie !**

p.5

Aussi dans ce numéro

Quel que soit ce
gouvernement,
il n'est pas le nôtre.....p.2

La Belgique en guerre
contre la Libye p.3

Premier Mai : journée de lutte

**Vive la révolution arabe !
Non à l'austérité de l'UE !**

SNCB :
Petite victoire..... p.7

p.9 Boycott Israël p.11

Quel que soit ce gouvernement, il n'est pas le nôtre.

Au cours de cette année de prolongation pour Leterme, la notion dite « d'affaire courante » a petit à petit été nuancée. En marge d'une saga de négociations, on constate que le gouvernement prend non seulement des mesures dignes d'un véritable gouvernement, mais aussi que ces mesures sont résolument antisociales.

Premièrement, il engage sans hésiter ses F-16 en première ligne avec la coalition internationale dans la guerre en Libye. Après coup, cette décision a obtenu l'aval honteux de tous les partis représentés au parlement. Pourtant cette guerre ne sert qu'à asservir le peuple libyen en tentant de mieux l'enchaîner aux intérêts impérialistes. De plus, cette mission de 6 mois nous coûterait officiellement plus de 20 millions d'euros. 20 millions que nous payons de nos impôts pour tuer alors que, pour prendre un exemple, nous manquons cruellement d'argent pour construire des écoles à Bruxelles.

D'autre part, sans un accord entre patrons et syndicats pour l'Accord Interprofessionnel 2010-2011, contre la majorité des votants de la FGTB et de

la CGSLB, et malgré les nombreuses actions des travailleurs y compris de la CSC, le gouvernement nous a imposé son texte. Toutefois, la manière dont les sommets syndicaux ont négocié l'accord a été très critiquable également. Avec pour mot d'ordre l'amélioration de la « compétitivité des travailleurs », l'« Accord » prévoit un véritable plan d'austérité à la belge et, une fois de plus, nous payons.

Plus récemment, sans la moindre discussion parlementaire cette fois, le gouvernement soumet son budget à la Banque centrale européenne. Il subit sans broncher le renforcement du contrôle européen sur la politique économique des Etats pour imposer une politique de rigueur et de réductions des dépenses publiques, autrement dit pour réduire le niveau de vie de tous les travailleurs, avec et sans emploi.

Quel que soit son pouvoir, il est clair que le gouvernement est en tous cas bien au courant... des affaires du patronat. Il assume et gère la crise capitaliste. Il est au service du Capital et nous fait payer la facture. Ce sont uniquement des considérations

capitalistes qui déterminent ses choix et sa politique.

Face à cette situation, il ne s'agit pas d'exiger un gouvernement plus formel, ni d'attendre ce dernier en prétextant un manque d'interlocuteur capable de répondre à nos revendications. La classe des exploités et des travailleurs est en train de se faire presser comme un citron. Nous devons détruire le capitalisme avant qu'il nous détruise. Il s'agit de se mobiliser et de s'organiser dès aujourd'hui pour prendre le pouvoir, par et pour notre classe. Continuons la bataille pour le maintien de l'index, pour notre pouvoir d'achat, pour la réduction du temps de travail avec embauche compensatoire, contre l'augmentation de l'âge de la pension, pour la fermeture de nos centrales nucléaires, contre l'intervention de l'OTAN en Libye, etc. Nous devons remplacer cette société capitaliste et ses gouvernements par une société qui puisse se développer en fonction des véritables besoins de l'humanité. Dès aujourd'hui, organisons-nous pour construire la société socialiste de demain.



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la révolution d'octobre

de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 19 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

La Belgique en guerre en Libye

Comment expliquer ce soudain intérêt de l'impérialisme, et de la France en particulier, pour voler « au secours d'une révolution » en Libye ? En fait, il s'agit de mettre les bouchées doubles pour essayer de freiner et de détourner un processus révolutionnaire dans le monde arabe, et ce n'est que dans cette perspective commune que nous voyons quelques différences d'approche chez les différentes puissances impérialistes.

Kadhafi n'est pas Ben Ali

Si l'impérialisme étasunien considère l'Amérique Latine comme sa chasse gardée, et si l'Allemagne déploie de préférence ses efforts de néo-colonisation vers les pays d'Europe de l'Est, la France s'intéresse tout spécialement aux riverains de la Mer Méditerranéenne. Depuis la conférence ministérielle euro-méditerranéenne de 1995 à Barcelone, un partenariat a été établi entre l'Union européenne et dix autres Etats riverains de la mer Méditerranée (dont, côte à côte, Israël et l'Autorité Palestinienne). La Libye et l'Irak y avaient un statut « d'observateurs ».

Un dictateur comme Ben Ali jouait parfaitement ce rôle d'ami de la France, et la ministre des Affaires étrangères et européennes, Michèle Alliot-Marie, passait ses vacances avec les services d'hôtel et d'avion privés du clan. Quand le peuple tunisien s'est débarrassé de son dictateur, la France a dû se débarrasser de sa ministre pour essayer de sauver son image d'ami des « démocraties ». Sarkozy est ainsi parvenu à renouer des relations avec les nouveaux dirigeants.

En Libye, la situation est un peu différente. A la veille de la formalisation de l'Union pour la Méditerranée lors de la présidence française de l'Union Européenne en juillet 2008, Kadhafi a profité de l'ouverture du sommet arabe de Tripoli (juin 2008) pour s'opposer à cette initiative avec un discours anti-impérialiste : « *Nous sommes des pays membres de la Ligue arabe et aussi de l'Union africaine et nous ne prendrons en aucun cas le risque de disperser nos rangs. Il faut que nos partenaires (européens) comprennent bien cela. [...] Si l'Europe veut coopérer avec nous, qu'elle le fasse avec la Ligue arabe ou l'Union africaine* »¹. Kadhafi affichait

la prétention de se mettre à la tête d'un mouvement « africain ».

Après son coup d'Etat de 1969 qui a renversé le roi Idris et a établi la République Arabe Libyenne, Kadhafi a eu une politique nationaliste bourgeoise dans le sillage de Nasser, au point d'attaquer le Tchad en 1973 et d'en annexer une partie du territoire pendant quelques années. C'est ce passé « révolutionnaire » qui sert de base pour le soutien de Castro et autres Chavez à son régime sanguinaire. Pendant des années, il était parmi les enfants terribles de l'impérialisme. En 1986, l'armée américaine a bombardé Tripoli et Benghazi. L'ONU lui a imposé des sanctions en 1993. Mais celles-ci ont été levées en 2003 : le « Guide de la Révolution » est redevenu



fréquentable, et par la suite immédiatement client pour les armes de la FN et d'autres marchands de la guerre.

Sous la houlette de la France

Quand le peuple libyen, participant de l'élan révolutionnaire arabe, s'est rebellé à son tour contre son dictateur, Sarkozy s'est vite rendu compte que Kadhafi, ami de Ben Ali, n'était pas le personnage adéquat pour assurer ses intérêts impérialistes. Mais contrairement à ce qui s'est passé en Tunisie et en Egypte, il devenait évident que des moyens purement « diplomatiques » ne seraient pas suffisants, étant donné le poids de la Libye dans la politique africaine et un certain prestige dont jouissait encore le « Guide », d'autant plus qu'une partie de l'armée de Kadhafi

était passée dans le camp de la rébellion. D'autre part, la France ne devait pas s'encombrer d'amitiés du genre Ben Ali et a donc pu s'offrir le plaisir de « se venger » du personnage sans trop de scrupules et de se mettre à la tête d'une guerre contre la Libye. Pour sauver les apparences, il fallait trouver un complice arabe pour faire partie d'une « Coalition » créée pour les besoins de la cause avec l'Angleterre. Le Qatar, un pays grand comme la Belgique mais six fois moins peuplé, riche en pétrole et armé par la filiale Défense & Sécurité de l'Agence Européenne EADS, faisait l'affaire.

Toutefois, le principal souci de la France et de ses alliés était de garantir l'après Kadhafi. Il ne s'agit pas seulement des intérêts directs dans le pays, pétroliers et autres. C'est toute la domination impérialiste dans le monde arabe qui est en jeu avec, en particulier, la survie de l'Etat d'Israël comme gendarme de la région. Et pour cela, il fallait éviter à tout prix que ce soit une rébellion populaire qui mette un terme au règne du dictateur. Le Conseil

National de Transition (composé en partie par des anciens personnages du régime de Kadhafi) a vite été reconnu par la France et le Qatar comme représentant légal de la Libye. Mais pas question d'armer la rébellion. C'est l'armée française qui doit attaquer les colonnes de tanks de Kadhafi, avec des projectiles téléguidés de 25 000 EUR pièce, lancés par avion depuis des kilomètres de hauteur, qui parfois ratent leur cible, au point de tuer des rebelles, plutôt que de donner un armement anti-tank bien moins coûteux aux forces de la rébellion qui se trouvent à quelques centaines de mètres des cibles. C'est l'armée française qui doit contrôler l'avancée de l'insurrection, pour donner le temps d'intervenir

sur le terrain auprès des dirigeants du Conseil National de Transition afin de s'assurer que l'armée « après-Kadhafi » soit bien sous contrôle de l'impérialisme français. Et en passant, ça fait tourner l'industrie de l'armement.

La Belgique : « His master's voice »

Les autres puissances impérialistes ont aussi leur mot à dire, et elles sont parvenues à imposer, contre la volonté de Sarkozy, que tout se passe sous le commandement de l'OTAN, où les Etats-Unis sont maîtres. Ces derniers sont toutefois fort contents de pouvoir limiter les dépenses, ayant déjà des problèmes pour financer leurs interventions en Afghanistan et ailleurs au Moyen Orient. D'autre part, ils disposent d'un fidèle ami dans les rouages de l'OTAN : la Belgique.

Le Ministre de la « défense » (de la guerre plutôt), Pieter De Crem, est un grand ami du gouvernement Obama, comme vient de le révéler Wikileaks. Et il ne faut pas oublier que les grandes entreprises et quelques riches actionnaires de Belgique sont parmi les principaux créanciers des Etats-Unis et ont tout intérêt à maintenir de bonnes relations avec ce pays.² D'autre part, les investisseurs belges sont dans le top dix des investisseurs en France.³

Le gouvernement belge, tout en « affaires courantes », a donc décidé de mettre sans tarder ses F16 au service des « intérêts suprêmes » de la France et des Etats-Unis, avec le soutien unanime du parlement. Et quand des engins lancés par des F16 ont touché des cibles civiles, De Crem déclara cyniquement que ce n'était pas si grave car ces frappes n'étaient pas le fait des F16 belges mais bien des norvégiens.

Pour la Belgique aussi, pas question de livrer des armes à la résistance. L'usine d'armement de la Région Wallonne (FN Herstal) avait bien obtenu une licence pour fournir des armes pour 11,5 millions d'euros à Kadhafi,

mais quand la Belgique prit tout à coup conscience que Kadhafi n'était plus le bon destinataire et qu'il fallait maintenant « soutenir » la rébellion, plutôt que d'envoyer les armes à la résistance, elle s'est mise à dépenser bien plus que le montant de cette transaction en faisant elle-même la guerre avec ses F16 et ses navires de guerre : un coût évalué par De Crem à plus de 20 millions d'euros pour une intervention de 6 mois.

Soutien international à la révolution libyenne

Le peuple libyen est aculé à mener deux guerres à la fois. Il doit se battre contre le dictateur Kadhafi et en même temps contre ceux qui veulent s'approprier sa révolution et ainsi perpétuer la domination. Dans cette guerre, un soutien international est essentiel, mais



De Crem chez Obama

pas celui de l'OTAN.

Dans une déclaration du 20 mars dernier, la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale disait : « *En particulier, dans les pays où la révolution a eu un fort développement et qui sont des voisins de la Libye, l'Egypte et la Tunisie, il faut dénoncer ces gouvernements pour leur position actuelle et exiger de retirer leur soutien à l'intervention votée par la Ligue arabe. Il faut exiger qu'ils rompent avec le dictateur Kadhafi et facilitent l'envoi de nourriture, de médicaments et d'armes aux insurgés.* »

L'exemple de la guerre civile espagnole et celui de la nicaraguayenne pour renverser Somoza ont montré que lorsqu'il s'agit d'une guerre civile entre d'une part une dictature assassine et de l'autre le peuple en armes, il est possible que des militants dans le monde entier s'y unissent pour combattre aux côtés de la révolution, comme des brigades internationalistes de soutien. Surtout dans le monde arabe, où une révolution est en marche, il y a moyen d'organiser des milliers de travailleurs et de jeunes pour aller combattre cette dictature assassine. Une telle organisation va à l'encontre de toute intervention impérialiste qui tente de dominer le pays et d'écraser l'insurrection, et est prêt à la combattre.»

Dans notre pays aussi, nous devons combattre résolument l'implication de l'armée dans l'agression contre la Libye. Nous devons exiger du gouvernement d'arrêter l'intervention et de mettre les armes de la FN, destinées à Kadhafi, à disposition des insurgés, sans conditions, et surtout, sans accompagnement de « conseillers ». Les organisations des travailleurs devraient se mettre à la tête d'une telle campagne, car il s'agit ni plus ni moins de l'avenir de notre classe. Nous ne pouvons donc que regretter l'absence de toute mobilisation dans ce sens de leur part.

¹ Le Figaro, 10/6/2008

² La dette externe des Etats-Unis s'élève à 10 701 milliards de dollars. Le principal créancier, la Chine, détient 1 611 milliards de ces créances, et la Belgique se trouve dans le top dix avec 408 milliards. Cette seule créance dépasse déjà la dette externe de l'Etat belge. Par rapport à sa population, la Belgique est le créancier de loin le plus important des Etats-Unis, si on laisse de côté les paradis fiscaux d'existence plus juridique que réelle. [Trends, 10/3/2011]

³ L'Echo, 2/4/2011

**A bas Kadhafi ! Tout le soutien à l'insurrection libyenne !
A bas l'intervention impérialiste ! L'Otan hors de la Libye !
Des armes pour la rébellion, pas d'instructeurs étrangers !
Pas d'argent pour la guerre - augmentez les salaires !
Vive la révolution arabe !**

Il est plus que temps de fermer nos centrales nucléaires

En atteignant aujourd'hui le niveau d'alerte historique de Tchernobyl, la catastrophe de Fukushima a remis sur la table le débat sur le nucléaire de façon cruelle. Avec cette catastrophe environnementale et humaine irréversible, c'est toute la question énergétique de notre société qui est en jeu. Nous ne pouvons maîtriser tous les risques liés à cette technologie, mais la durée de vie des centrales se prolonge encore et toujours. Pour sortir du carcan nucléaire, nous proposons une alternative socialiste.

Qu'en est-il de nos centrales ?

En Belgique, sept réacteurs nucléaires sont actuellement en service et produisent environ 55% de notre électricité. Ces réacteurs, regroupés dans deux centrales (Tihange et Doel), ont été construits entre 1974 et 1985. Initialement, leur durée de vie avait été estimée à 30 ans, puis repoussée à 40...

Si nos centrales n'ont pas connu d'accident majeur jusqu'à aujourd'hui, nous pouvons nous demander jusqu'à quand... En effet, la manière dont elles sont gérées est particulièrement inquiétante. Avec la libéralisation du secteur de l'électricité, la pression des investisseurs privés, en l'occurrence le groupe GDF-Suez (dont Electrabel est la filiale belge), a mis en place une politique de maximalisation des profits. Le plan de restructuration « Transform 2003 » a détruit environ 1.700 emplois statutaires. La politique du management a été de sous-traiter un maximum les activités. En 2007, la CGSP dénonçait la présence de plus de 1.000 entreprises sous-traitantes sur le seul site de Tihange.¹ Dans un rapport du front commun syndical présenté au Comité d'entreprise (Tihange) en 2004,² on pouvait déjà lire que « *le recours systématique aux opérateurs d'entreprises tierces, souvent mal informés, car non intégrés dans le réseau interne, augmente à la fois la fragilité intrinsèque (risque d'erreurs au plan technique) mais aussi extrinsèque des installations (malveillance, terrorisme)* ». Les syndicats ont dénoncé à de multiples reprises une « *perte de repères organisationnels* », une « *perte de savoir* », une « *négligence concernant les entretiens préventifs ainsi que de nouvelles prises de risques* ». « *Les effets de la vétusté croissante des installations ont*



Manifestation à Bruxelles le 24 avril

pris la forme, ces derniers mois, de défauts graves (incendie, explosion...) touchant principalement les câbles ou les équipements haute tension. Ces défauts sont susceptibles d'engendrer de graves accidents de personne et d'affecter de façon préoccupante la sûreté des installations nucléaires. » « [...] *Tout le matériel (pompes, installations électroniques, vannes...) n'est plus entretenu préventivement comme c'était le cas auparavant. Les normes de sécurité sont moins bien respectées.* »

Ces dernières années, très peu de nouveaux réacteurs ont été commandés ou construits à l'échelle mondiale. De ce fait, l'âge moyen des réacteurs en service augmente d'année en année ; surtout, la prolongation de la durée de vie des centrales est devenue primordiale pour l'industrie nucléaire. Il est certain, sans en avoir encore l'expérience, que les vieilles centrales sont exposées à plus de risques de défaillance. Malheureusement, les profits énormes qu'elles engendrent font passer les considérations de santé publique et environnementale au second plan.

Selon Eric De Keuleneer, professeur à la Solvay Brussels School of Economics,³ le coût des centrales nucléaires belges a été amorti en 20 ans. D'autre part, la Commission de Régulation de l'Électricité et du Gaz

(CREG) estime la rente nucléaire à environ 2 milliards par an, au bénéfice d'Electrabel.⁴ La filiale belge est même réputée pour sa rentabilité au sein du groupe GDF-Suez. Ce qui est inadmissible, c'est qu'en 2009 le gouvernement (Herman Van Rompuy, premier ministre, et Paul Magnette, ministre

de l'énergie) ait signé un protocole d'accord avec le groupe français, dont Albert Frère est le premier actionnaire, pour leur assurer le fonctionnement de nos plus anciens réacteurs nucléaires jusqu'à 50 ans. Autrement dit, ils ont encore repoussé la date de la première phase de sortie du nucléaire à 2025. Bien entendu, le gouvernement prévoyait de récupérer une partie des bénéfices du groupe via une « *taxe nucléaire* » équivalente à 860 millions pour les 5 premières années. Mais déjà en 2009, le PDG Gérard Mestrallet refusait de la payer. Outre cette taxe, il est de notoriété publique que l'Etat s'arrange pour ne faire payer (quasi) aucun impôt à Electrabel !

Un autre aspect de l'industrie nucléaire civile, non négligeable pour les gouvernements à travers le monde, est l'importante question de l'armement. Afin de pouvoir être utilisé dans les réacteurs civils, l'Uranium naturel doit subir un processus d'enrichissement de son isotope 235. Le second produit de ce processus est l'Uranium appauvri, 1,7 fois plus dense que le plomb, qui est utilisé dans la fabrication des munitions pour percer les blindages. L'industrie de l'armement nucléaire est particulièrement rentable et directement liée au nucléaire civil, mais elle est aussi militairement et politiquement stratégique.



Quelle lutte contre le nucléaire ?

L'énergie nucléaire est qualitativement plus efficace que les autres sources d'énergies mises au point par l'homme, mais elle est aussi qualitativement plus dangereuse. Un accident comme celui de Fukushima cause des dégâts énormes sur l'environnement et la santé publique, et ces dégâts sont irréparables, du moins avec nos moyens actuels.

Nous ne sommes pas contre les progrès technologiques en eux-mêmes, ni même éventuellement dans le secteur nucléaire, mais nous condamnons toute utilisation de cette technologie dans les mains irresponsables de l'impérialisme et de ses gouvernements. Les énormes profits des centrales civiles occultent complètement l'enjeu que constitue notre sécurité. Nous dénonçons également tous les gouvernements qui sont prêts, pour garantir les profits de leurs entreprises d'armement, à produire et vendre cette technologie.

Pour préciser cette position nous pourrions donner un autre exemple. Aujourd'hui, quotidiennement, il y a en moyenne plus de quatre morts dans les mines de charbon en Chine. Nous possédons les moyens techniques pour éviter à ces mineurs de travailler dans des conditions dignes du XIX^{ème} siècle, mais la logique capitaliste a préféré délocaliser l'extraction du charbon dans ce pays où la main d'œuvre est « bon marché ».

Nous souscrivons à la déclaration de la LIT-QI qui, suite à l'accident de Tchernobyl en 1986, affirmait déjà : « *Etant donné qu'à l'heure actuelle il n'existe pas de possibilité concrète d'un accord mondial visant à éliminer les risques de la radioactivité atomique, l'élimination des déchets,*



l'utilisation de l'énergie nucléaire dans la course aux armements et la militarisation de l'espace, nous sommes pour la fermeture de toutes les centrales nucléaires. »

Il ne s'agit pas de revenir à l'âge de pierre en supprimant toute production électrique. Si nous pouvons d'une part encourager les réductions de consommation énergétique, il est aussi techniquement possible de sortir du nucléaire rapidement. D'autres technologies sont au point et ne présentent pas autant de risques. Nous privilégions particulièrement les énergies dites renouvelables (éolien, solaire, hydraulique, biomasse, etc.) qui, outre le fait qu'elles présentent de moindres risques, ont un impact plus limité sur l'environnement.

Nous condamnons la libéralisation du secteur de l'énergie, qui accroît les

Grève des travailleurs de Tihange en 2003

dangers, et appelons à la nationalisation de l'ensemble de ce secteur ainsi qu'à un plan de grands travaux publics pour sa réorganisation en profondeur, avec reconversion industrielle du nucléaire.

Nous exigeons la fermeture de toutes les centrales nucléaires et nous nous joignons en ce sens aux campagnes et mouvements anti-nucléaires. Nous soutenons particulièrement la lutte syndicale des travailleurs des centrales qui, en défendant leurs conditions de travail, sont les premiers à pouvoir dénoncer les risques qu'elles engendrent et à faire pression sur les propriétaires des centrales et sur les gouvernements.

De même, nous affirmons que notre sécurité et notre environnement ne pourront être véritablement protégés qu'une fois exclues toutes considérations capitalistes, et cela au sein d'une société où nos besoins pourront être gérés de manière rationnelle en fonction des possibilités techniques maîtrisées. Aussi notre lutte pour la fermeture des centrales nucléaires s'inscrit-elle incontestablement dans le cadre de notre lutte pour le socialisme !

¹ www.lavenir.net/article/detail.aspx?articleid=8460

² http://archives.lesoir.be/nucleaire-syndicats-inquiets-environnement-les-syndicat_t-20041206-ZOQ1VH.html

³ www.dekeuleneer.com/2009/09/la-rente-nucleaire-belge-evaluation.html

⁴ www.creg.info/pdf/Presse/2011/compress01032011fr.pdf

**Large mobilisation pour la fermeture
de nos centrales nucléaires !**

Nationalisation du secteur de l'énergie !

**Pour un plan de reconversion industrielle
et de grands travaux publics !**

Jusqu'au socialisme !

Petite victoire à Bruxelles-Luxembourg

Interview de Fred et Jonathan

Fred et Jonathan sont sous-chefs de gare à Schuman, Bruxelles-Luxembourg et Etterbeek. Après cinq ans de travail sur son site, Jonathan apprend soudain qu'administrativement, il est détaché de Bruxelles-Midi et qu'il devrait y revenir travailler. Cela ne l'arrange pas pour des raisons de déplacements personnels, et tous ses collègues y voient une perte d'effectifs déjà insuffisants. Aidé notamment par Fred et d'autres délégués, ils commencent des démarches auprès du bureau de Ressources Humaines, de la Direction nationale et régionale de SNCB Mobility et des instances syndicales. Pour gagner un peu de temps, Fred se propose aussi pour être déplacé à la place de Jonathan. Sans avoir pu obtenir de résultat, ils feront ensuite signer une pétition parmi leurs collègues. Finalement, Jonathan reçoit son avis d'installation à Bruxelles-Luxembourg et Fred y reste également : une belle petite victoire ! Malgré les difficultés, ils retirent des conclusions positives de leur combat résolument collectif.

Dans quelle mesure manque-t-il du personnel et quelles en sont les conséquences dans votre zone ?

Jonathan : Pour l'ensemble de la zone de Bruxelles-Nord (Jette, Bruxelles-Centrale, Bruxelles-Nord, Schaerbeek, Bruxelles-Luxembourg, Schuman et Etterbeek), les chiffres qu'on nous a donné indiquent que nous devrions être une cinquantaine, et nous ne sommes que quarante. Il manque donc à peu près 10 sous-chefs de gare pour la zone. Mais pour les agents de triage, la direction ne nous a pas donné de chiffres. Elle préférerait peut-être ne pas nous les donner. A mon avis le chiffre ne doit pas être faux s'ils nous le cachent...

Comment s'est passé le travail avec la pétition ?

Fred : Il faut toujours du temps. On avait déjà fait une pétition plus générale contre le manque d'effectif il y a deux ans. Et à ce moment-là, cela avait duré longtemps pour récolter peu de signatures, mais je crois que ça a été un acquis pour cette fois-ci. Et tout le monde soutenait Jonathan et trouvait l'attitude de la Direction irrespectueuse et intolérable. Même des guichetiers, pas directement concernés car ils ne sont pas dans le même pool de recrutement, le soutenaient. C'était un cas

de principe pour eux. On avait donc des signatures de la majorité des guichetiers, des agents de triage et des sous-chefs de gare d'Etterbeek, de Schuman et de Bruxelles-Luxembourg.

Quels étaient vos meilleurs arguments pour convaincre vos collègues de signer la pétition ?

Fred : Je ne crois pas tellement dans des arguments plus importants que d'autres. Je pense que c'est juste le fait d'avoir fait cette pétition. Ce n'est pas courant qu'il y ait une initiative pour une action collective. Il y a deux ans, il fallait discuter longtemps pour faire signer la pétition. Je jouais sur la participation démocratique, en discutant avec les collègues des différentes pistes d'actions possibles : on peut téléphoner à nos chefs, on peut se porter malades, on peut retarder un peu les trains avec la lampe, etc. J'ai un collègue qui me disait qu'à l'époque j'avais 80% des gens avec moi, mais qu'à force de poser toutes ces questions, avec des suppositions et des hypothèses, les

Si notre rédaction ne partage pas tout à fait les mêmes opinions qu'eux sur l'attitude à avoir envers les syndicats, nous reproduisons leurs commentaires critiques qui nous paraissent refléter un point de vue largement partagé par les cheminots et les travailleurs en général. Par cette interview nous ouvrons quelque peu le débat sur le travail syndical et le rôle de délégué.

Bien que Jonathan critique la passivité ou le manque de combativité des syndicats, il reconnaît cependant qu'il ne participe pas aux réunions syndicales et qu'il y a beaucoup de choses qui s'y passent... Nous aussi, nous critiquons régulièrement le manque de combativité et d'organisation des sommets syndicaux, mais nous regrettons que beaucoup de travailleurs se limitent à en attendre une assistance juridique quand ils sont personnellement dans l'embarras. Nous répliquons que le syndicat n'est pas un bureau d'avocat. Le syndicat est l'organisation des travailleurs, acquis par la lutte de notre classe, pour défendre collectivement nos conditions de travail. Et si d'une part nous devons lutter pour défendre nos droits contre la direction d'une entreprise, nous invitons tous les travailleurs à lutter également de manière organisée, dans les syndicats. Sur base d'un travail collectif, le syndicat est ce que nous en faisons. Nous y défendons la démocratie la plus large pour que la base puisse s'y faire entendre et prendre les décisions démocratiquement. Pour prendre notre avenir en main, nous devons nous réapproprier nos organisations syndicales.

gens perdaient un peu confiance. Cela montre en tous cas qu'il n'y a pas une culture de discussion et qu'il manque cette culture démocratique dans le syndicat.

Mon argument principal était de chercher une décision et une action collective, alors que la culture dans le chemin de fer est d'ouvrir son parapluie et de protéger son cas personnel. Au début, la réaction était d'abord d'attendre que d'autres signent avant de signer soi-même... Maintenant ma

tactique a été d'abord d'abord ceux qui sont plus audacieux, ceux qui signent directement. Ce qu'il a fallu combattre, c'est donc la peur de se montrer.

Par rapport à il y a deux ans, je vois qu'on a avancé, les gens ont plus vite signé, ils vont vouloir rouspéter plus vite, mais ils ne s'engageront pas encore directement dans une action. Les permanents syndicaux utilisent l'argument que la base ne va pas nécessairement suivre. Ils me disent que j'aurai toujours moins de soutien que je ne le pense, il faudrait être sûr et certain de la réussite avant de lancer une action, ils me freinent à ce niveau aussi.

Etant donné que le manque de personnel est structurel au chemin de fer, que proposes-tu à tes collègues des autres zones à ce sujet ?

Jonathan : Le problème c'est qu'on a très peu d'échange avec les collègues des autres zones. On ne les voit pas ou peu. Et on peut donc difficilement se concerter et c'est justement là que le syndicat devrait agir. Ils le font plus ou moins, car je sais que certains délégués sont en contact entre eux. Mais au niveau structurel le syndicat ne fait pas grand chose, ils se contentent de l'absence de réponse des supérieurs, pour l'avoir constaté moi-même lors d'une réunion où je représentais Bruxelles-Luxembourg en face du chef de zone. Sans avoir pu obtenir de chiffres sur les prochains recrutements, le permanent syndical s'est limité à dire qu'il serait bien d'en avoir pour la prochaine fois. Je ne retournerai pas à ces réunions. Il y a un grand problème de communication dans le syndicat. Mais je sais aussi que je ne vais pas aux réunions et qu'il y a beaucoup de choses qui se passent à ce moment là...

Fred : Il faut recruter. Mais les syndicats ont l'air de chercher des solutions au cas par cas. Frapper sur la table

pour une zone entière c'est déjà révolutionnaire pour eux. Alors revendiquer une solution pour une Région ou pour l'ensemble du réseau ne va pas tomber du ciel. Les syndicats jouent plutôt le jeu de la division et de l'assistance individuelle, c'était clair avec la réponse du permanent à ce sujet : « je vais aborder *le cas* de Jonathan ». Pour moi, ce n'est pas *le cas* de Jonathan, c'est un cas exemplaire pour le manque de respect de la Direction, et pour le manque d'information. Le respect, c'est quelque chose qui préoccupe beaucoup les collègues et les agents de triage en particulier, qui ont eu des cas similaires. Ils disent que le

Que reprenez-vous de cette expérience ?

Jonathan : C'est assez simple, la moralité est qu'il ne faut pas s'arrêter à ce que le syndicat ni nos chefs nous conseillent, mais qu'il faut se battre, peu importe le résultat. L'important est de se battre. Si je n'avais rien fait, je n'aurais rien obtenu. Il ne faut donc pas baisser les bras et partir vaincu d'avance.

Je pense que, dans les syndicats, il y a un problème de politisation. Et finalement selon le délégué qu'on a en face de soit, on aura plus ou moins de réactivité. Ici on a beaucoup de dé-

légués par rapport au nombre d'agents, on en a quatre. Il y a par exemple un autre délégué néerlandophone qui n'a rien fait, qui ne voulait rien faire, et qui m'a dit quand tout était résolu: « si j'avais voulu faire quelque chose, j'aurais pu ». S'il peut faire quelque chose, qu'il le fasse. Je suis choqué d'entendre ça. Et je pense qu'il y a un sérieux problème au niveau de l'élection des délégués. Ce n'est pas comme cela que devrait réagir un délégué, ni le syndicat.

Par « syndicat », j'entendais quelque chose de combatif, et finalement ce n'est pas du tout comme cela qu'ils sont malheureusement.

Fred : C'est clair que la relation avec les collègues est meilleure après une telle expérience, et j'ai une meilleure estime de moi-même en essayant de défendre nos droits. On ne se laisse pas faire. Des fois, je suis aussi un peu découragé, quand je vois le temps qu'il faut y consacrer pour pouvoir encourager quelques-uns seulement, pour très peu de résultats. C'est pour cela que la diffusion de cette interview est une très bonne chose car je pense que ce manque de respect et ce manque de contrôle sur nos conditions de travail se manifeste partout. Je trouve que des exemples comme ça, qu'on appelle cela du contrôle ouvrier ou autrement, doivent se répandre.



respect doit aller dans les deux sens. Et par rapport au manque de respect, les permanents nous demandaient de donner des chiffres, sur par exemple le pourcentage de manque de personnel comme appui pour une action plus large, etc. Mais je pense que ce n'est pas toujours comme ça que ça marche.

Je crois que s'il y avait une meilleure communication et un meilleur respect de la part de la Direction, un manque de personnel plus important serait même encore acceptable, sans vouloir promouvoir cette situation. On n'est rien pour eux, on joue avec nos couilles.



La lutte des travailleurs, internationale et socialiste, est plus que jamais d'actualité

Voici une Déclaration de la Ligue International des Travailleurs - Quatrième Internationale, publiée comme le Supplément d'avril 2011 à sa revue Courier International.

La célébration du Premier Mai date de plus de 120 ans, comme un hommage aux « martyrs » de Chicago, Etats-Unis, jugés et condamnés à mort pour avoir mené une lutte contre l'exploitation capitaliste. Depuis 1889, il a été estimé que la meilleure façon d'exprimer cet hommage était de réaliser chaque année, à cette date, une journée internationale de lutte pour les revendications de la classe ouvrière. A cette époque, le thème central était la lutte pour la journée de 8 heures de travail.

Depuis lors, la bourgeoisie a cherché, en premier lieu, à effacer la journée de la mémoire des travailleurs, et puis, incapable de le faire, elle a cherché à lui enlever son contenu de lutte et à la transformer en une journée de fête inoffensive. A partir des années 1990, cet objectif s'est traduit dans une campagne idéologique, annonçant tambour battant « le triomphe du capitalisme sur le socialisme » et « la fin de la lutte des classes ».

Cependant, chose rare ces dernières années, en ce Premier Mai, une réalité mondiale de lutte des travailleurs et des peuples dans différentes régions montre que la lutte des classes est plus présente que jamais, ainsi que ses perspectives internationales révolutionnaires.

La révolution arabe

Dans le monde arabe, nous assistons aujourd'hui à une des vagues de montée révolutionnaire de masse les plus importantes de son histoire moderne, qui en a fait l'épicentre de la situation mondiale. Elle a démarré en Tunisie et a continué en Egypte, et il n'y a presque pas de pays de la région qui n'ait été affecté par l'une ou l'autre de ses manifestations. Cette poussée a déjà renversé deux dictateurs (Ben Ali en Tunisie, et Hosni Moubarak en Egypte) et menace toutes les dictatures et les monarchies réactionnaires de la région, dont la plupart sont des agents



de l'impérialisme. Elle est même arrivée en Syrie, où le régime « dynastique » des Assad conserve encore un semblant d'indépendance face à l'impérialisme.

Pour des raisons historiques et structurelles, cette vague révolutionnaire tend naturellement à dépasser les frontières nationales, à s'étendre et à s'unifier dans le monde arabe tout entier.

D'un point de vue superficiel, la vague actuelle de la révolution arabe peut sembler n'être qu'une « lutte pour la démocratie ». Il est vrai que le premier objectif des masses est de renverser les dictateurs haïs et leurs régimes et d'obtenir de pleines libertés démocratiques. Mais son contenu profond va bien au-delà, car il implique de résoudre les terribles conditions des travailleurs et du peuple, comme la nécessité de mettre fin au pillage impérialiste et aux oligarchies bourgeoises nationales qui s'y prêtent. Enfin, comme un élément central, il y a la nécessité d'arracher du cœur du monde arabe ce poignard que représente Israël et la tragédie du peuple palestinien.

Les bourgeoisies arabes « nationalistes laïques » ont déjà montré qu'elles sont incapables d'obtenir le moindre de ces objectifs, et qu'elles se transforment, tôt ou tard, en agents de l'impérialisme contre ceux-ci. Les organisations islamiques commencent à montrer maintenant la même incapacité, comme on le voit, par exemple, dans les positions politiques des Frères musulmans, tout au long du processus

égyptien (négociation avec Moubarak, en premier lieu, et soutien au gouvernement de l'armée, maintenant).

Nous affirmons que, dans le monde arabe, se développe une « révolution socialiste inconsciente » qui, dans la lutte pour la démocratie et la libération nationale, doit nécessairement avancer vers la lutte pour le socialisme. Elle est socialiste par les ennemis auxquels elle fait face (l'impérialisme, Israël et les

bourgeoisies nationales); parce que les tâches qu'elle doit assumer ne peuvent être résolues qu'en mettant en échec le capitalisme et l'impérialisme; et, enfin, parce que ses protagonistes sont les travailleurs et le peuple, les seuls dont la lutte peut mener la révolution jusqu'à la fin.

En ce sens, le processus entamé le 25 janvier 2011 a eu comme antécédents plusieurs grèves et luttes des ouvriers du textile de la ville de Mahalla, dans le delta du Nil. Aussi, une des organisations de jeunesse les plus actives dans les manifestations qui ont renversé Moubarak s'appelle précisément « 6 Avril », parce qu'elle été constituée pour adhérer à une de ces journées de lutte.

Enfin, la goutte qui a fait déborder le vase dans la lutte contre Moubarak, et a accéléré sa chute, a été la vague de grèves des derniers jours avant le 12 février 2011 : les travailleurs des usines du textile de Mahalla, du Canal de Suez, de la santé, de l'éducation, des banques et du transport du Caire, etc.

La grande tâche à accomplir est donc que ce « contenu ouvrier et socialiste » fasse son chemin dans la conscience des masses égyptiennes et arabes, et que cette conscience se manifeste dans la continuité de leur mobilisation (en surmontant les pièges et les illusions de la démocratie bourgeoise) ainsi que dans des progrès dans leur organisation indépendante de toute variante bourgeoise. Des progrès,

surtout, dans la construction de partis ouvriers révolutionnaires capables de diriger la révolution jusqu'à la fin.

La lutte en Europe

De l'autre côté de la Méditerranée, les travailleurs et la jeunesse européennes continuent la lutte, commencé en 2010, contre les plans d'ajustement très durs que les gouvernements (que ce soit de la droite traditionnelle ou des partis sociaux-démocrates) et les patrons appliquent pour faire peser sur leurs épaules le coût de la crise économique internationale et des énormes paquets d'aide octroyés aux banques et au système financier parasitaire.

En 2011, il y a eu une nouvelle grève générale en Grèce. Le mois dernier, une grande mobilisation au Portugal, dirigée par les jeunes travailleurs et étudiants, la « génération perdue » comme on dit, a été le point culminant de la réponse sociale qui a poussé le Premier ministre Sócrates à la démission. Plus récemment, des centaines de milliers de personnes ont manifesté à Londres contre les coupes budgétaires imposées par le gouvernement libéral-conservateur.

Ici aussi, la lutte a tendance à prendre rapidement un caractère international. Des accords au sein de l'Union européenne et des 17 pays de la zone euro montrent clairement que ces institutions sont des constructions impérialistes contre les travailleurs, comme en témoignent les ajustements farouches à mettre en œuvre par les gouvernements comme ceux du Portugal ou de la Grèce afin de recevoir une « aide » qui cherche seulement à sauver les banques et à accroître à l'extrême l'exploitation des travailleurs, avec la liquidation d'anciens acquis du travail et la détérioration des bénéfices tels que la santé et l'éducation publique.

Dans tous les cas, ces gouvernements ont la complicité des bureaucraties syndicales qui, même quand elles se voient obligées à mener des combats, le font afin de diviser et de freiner les processus. En tout cas, leur action vise toujours à sauver ces régimes politiques, l'UE et la zone euro. Si ce n'était par le rôle de ces bureaucraties, beaucoup de ces gouvernements seraient déjà tombés ou sur le point de tomber.

En outre, grâce à l'action des bureaucraties, les travailleurs de chaque

pays ont dû aller se battre contre les mêmes mesures imposées par l'impérialisme, mais l'ont fait séparément, chacun de son côté. Bien que les ennemis soient les mêmes, et bien que les plans de faim imposés soient du même modèle de l'Union européenne, la politique de la bureaucratie syndicale a été d'isoler les luttes les unes des autres. C'est pourquoi, en Europe, il est nécessaire de construire une alternative de classe face aux gouvernements, qui puisse unifier la lutte contre la bureaucratie dans chaque pays et la lutte de la classe ouvrière européenne dans son ensemble.

Partout dans le monde

Tout comme ses homologues européens, l'administration Obama aux Etats-Unis vient de présenter un budget qui contient « les coupes les plus importantes dans l'histoire des Etats-Unis ». Bien que la situation de la lutte est loin d'être aussi avancée qu'en Europe, les mobilisations récentes dans le Wisconsin, ainsi que celles de l'année passée en Californie contre les coupes budgétaires de l'Etat fédéré dans la santé publique et l'éducation, qui ont unifié les travailleurs de ces secteurs et les étudiants et les usagers, pourraient signaler la fin de la « tranquillité ».

Dans les premières années de ce siècle, plusieurs pays d'Amérique latine ont connu des processus révolutionnaires (l'Equateur, l'Argentine, le Venezuela, la Bolivie). Grâce à une situation économique relativement bonne, les gouvernements de front populaire ou populiste (comme ceux de Chavez, d'Evo Morales, de Correa et de Lula) ont été en mesure de contrôler et d'arrêter ce processus. Mais cette « tranquillité » peut aussi commencer à avoir des problèmes.

La super-exploitation qui persiste est maintenant rejointe par l'inflation qui érode le pouvoir d'achat des salaires. Le gouvernement d'Evo a dû faire marche arrière dans le « gasolinazo » (l'augmentation brutale du prix des carburants), face à la réaction ouvrière et populaire. Au Brésil « stable » de l'ère de Lula, maintenant avec Dilma Rousseff au gouvernement, plus de cent mille travailleurs de la construction des travaux publics (un des secteurs les plus exploitées de la classe ouvrière brésilienne) ont mené une

grève très dure contre les entreprises de construction (étroitement liées au gouvernement) avec des méthodes très radicales comme d'incendier les dor-toirs des ouvrages.

Toutes ces luttes soulèvent la nécessité de l'unité internationale des travailleurs, une unité qui a été à l'origine du mouvement ouvrier et qui a été la marque des premiers efforts visant à organiser les travailleurs. Des combats similaires éclatent dans différentes parties du globe et démontrent la nécessité de renouer avec cette tradition manifestée par le Premier Mai et présente aujourd'hui. La solidarité internationale entre les travailleurs est un outil pour le combat lui-même, car elle peut être la clé pour vaincre la bourgeoisie et obtenir des conquêtes. Par exemple, en Europe, l'unité entre les travailleurs du continent est nécessaire pour vaincre l'Union européenne impérialiste et ses plans. Et la victoire des uns aide à l'avancée des travailleurs d'autres pays en lutte. Cela permet aussi de reprendre et faire progresser la conscience internationaliste de la classe ouvrière qui était caractéristique de l'émergence du mouvement ouvrier.

L'unité dans la lutte soulève une autre question fondamentale : dans le système capitaliste, aucune conquête réalisée à travers la lutte est permanente. Le système capitaliste en déclin et à la recherche du profit attaque les acquis concédés en d'autres moments pour les enlever et les faire rétrocéder. C'est ce qui s'est passé, par exemple, avec la journée de huit heures, la sécurité de l'emploi, l'âge de la retraite, etc. Par conséquent, le capitalisme ne peut pas être changé progressivement grâce à des réformes. Aujourd'hui, ces réformes progressives n'existent presque plus, mais si la bourgeoisie les accorde, face à la lutte, demain elle les attaquera, pour les éliminer. La conclusion est qu'il est nécessaire de changer le système, de le dépasser par l'action révolutionnaire, c'est à dire, d'obtenir l'émancipation des travailleurs.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »

Dans un de ses écrits les plus importants adressé à la classe ouvrière, le *Manifeste Communiste*, Karl Marx et Friedrich Engels terminent avec un



slogan qui est à la fois toute une définition politique : *L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.*

De cette façon, ils ont voulu exprimer que seule la classe ouvrière serait en mesure de mener jusqu'au bout la lutte contre le capitalisme et pour sa destruction, ce qui est essentiel pour progresser vers l'émancipation de l'exploitation et de l'oppression. Et que cette lutte doit être auto-déterminée, totalement indépendante de toute variante politique de la bourgeoisie, qui cherchera toujours à atteler la classe ouvrière au chariot de ses positions à elle. Le Premier Mai, comme une journée de lutte des travailleurs et socialiste, est profondément marqué par ce caractère.

Ces dernières années, cette proposition a été durement critiquée par la plupart de la gauche mondiale qui a abandonné la lutte pour la révolution socialiste et l'émancipation de la classe ouvrière qu'elle défendait, avec différents systèmes théoriques et politiques, dans les décennies précédentes. Un secteur se limite à postuler l'« humanisation » du capitalisme et donc la nécessité de s'intégrer pleinement dans les institutions bourgeoises et ses gouvernements. D'autres disent que l'issue est celle proposée par les secteurs bourgeois populistes de gauche, comme celui de Chavez au Venezuela, le même qui s'est mis à défendre les dictatures sanglantes de Kadhafi en Libye et d'Assad en Syrie.

La proposition de la LIT-QI

Nous, la LIT-QI, pour notre part, nous revendiquons pleinement le slogan du Manifeste Communiste et nous affirmons qu'il est plus que jamais d'actualité. Nous disons cela dans plusieurs sens.

Tout d'abord, la classe ouvrière est de plus en plus présente dans les

combats, comme le montre la résistance contre les ajustements en Europe et aux Etats-Unis, les processus révolutionnaires dans le monde arabe, ou les grèves contre l'inflation et la hausse des tarifs en Amérique latine. Et à partir de sa lutte, elle peut se mettre à la tête d'une alliance avec d'autres secteurs opprimés et exploités, comme les paysans pauvres, les masses urbaines non-ouvrières et les nationalités opprimées.

Deuxièmement, il est nécessaire de restaurer l'internationalisme ouvrier. Troisièmement, pour mettre fin à l'exploitation, à la faim, à la pauvreté et au risque de destruction auquel le capitalisme impérialiste soumet le monde, il faut une révolution dirigée par la classe ouvrière, le premier pas pour la construction du socialisme. Il n'existe aucun moyen d'« humaniser » ou de « réformer » le capitalisme.

La « mère de toutes les tâches »

Les travailleurs et les masses continuent à montrer un grand héroïsme dans leur lutte. Il suffit de regarder, par exemple, la combativité que nous voyons aujourd'hui dans le monde arabe. Mais le capitalisme impérialiste et les bourgeoisies nationales associés ne vont pas s'avouer vaincus de façon chevaleresque. Au contraire, ils répondent avec férocité et récupèrent le terrain perdu, comme un lion qui lèche ses blessures.

La révolution arabe et les luttes en Europe, comme dans le reste du monde, nous montrent le besoin urgent de la construction d'une direction révolutionnaire internationale capable de promouvoir et d'unifier ces luttes et de les mener à leur triomphe final (la défaite complète de l'impérialisme).

Voilà la « mère de toutes les tâches » que nous proposons à tous les combattants ouvriers et populaires dans le monde. Pour nous, cette tâche signifie concrètement la reconstruction de la

Quatrième Internationale et ses sections, les partis révolutionnaires nationaux. C'est dans cette tâche que la LIT-QI concentre tous ses efforts.

Nous affirmons, en même temps, que la construction d'une direction révolutionnaire mondiale ne peut pas être mise en oeuvre sans combattre en permanence toutes les directions de front populaire, fondamentalistes, réformistes, « socialistes bureaucratiques » qui essayent de détourner la lutte des travailleurs et des masses dans des impasses, ainsi que tous ceux qui, avec tout type d'argument, capitulent à ces directions.

Sur la base de cette expérience, nous avons un critère clair pour nous situer dans toutes les luttes : nous sommes avec les exploités et les opprimés contre les exploités et les oppresseurs. Par conséquent, nous sommes avec les travailleurs, les jeunes et les peuples arabes contre leurs dictateurs et leurs bourgeoisies ; nous sommes avec le peuple libyen contre Kadhafi et contre l'intervention impérialiste ; nous sommes avec la résistance afghane pour la défaite de l'occupant impérialiste, avec le peuple palestinien contre Israël, avec le peuple haïtien pour expulser les casques bleus et les marines des Etats-Unis ; nous soutenons les travailleurs européens contre leurs gouvernements et leurs patrons, les immigrants dans leur lutte pour les droits politiques, du travail et syndicaux, les femmes, les jeunes et les personnes ayant des préférences sexuelles différentes, contre l'oppression, la discrimination et la persécution dont ils font objet dans le capitalisme.

São Paulo, le 1 mai 2011
Ligue Internationale des Travailleurs
- Quatrième Internationale (LIT-QI)

Vive la révolution arabe !

Vive la lutte des jeunes et des travailleurs en Europe !

Vive l'internationalisme ouvrier !

Vive la lutte des travailleurs et des peuples du monde entier !

Pour la défaite du capitalisme impérialiste !

Vive la révolution socialiste internationale !



Un outil de solidarité internationale essentiel dans la lutte contre l'occupation sioniste de la Palestine

Depuis le massacre perpétré à Gaza en 2008 et l'assaut contre la Flottille de la Liberté qui venait rompre le siège de la bande de Gaza, l'opinion public rejette de plus en plus la politique barbare de l'État d'Israël. La campagne internationale Boycott Désinvestissement et Sanction (BDS), lancée en 2005 par des organisations ouvrières et populaires palestiniennes y a largement contribué. Cette campagne est fondamentale ici aussi, sachant que la Belgique entretient de nombreux liens avec l'État sioniste.

BDS propose le boycott des produits israéliens, le retrait des capitaux placés ou utilisés en Israël, ainsi que la prise de sanctions à l'encontre de cet État tant que le droit international et les droits des palestiniens ne sont pas respectés.

Israël n'est pas un pays particulièrement riche en matières premières c'est pourquoi les investissements étrangers lui est indispensable pour survivre. L'économie du pays est principalement orientée vers le domaine militaire, développant une industrie de pointe en matière d'armement : de la fabrication de ses propres blindés à la maîtrise de l'arme nucléaire. Ces dépenses, qui augmentent sans cesse, sont nécessaires pour occuper la Palestine et en opprimer son peuple. Tsahal, l'armée israélienne est soutenue directement par l'impérialisme et joue le rôle de base militaire géante dans la région, position d'autant plus importante alors que les révolutions arabes balayent ses alliés les uns après les autres !

L'initiative de boycott a déjà rencontré plusieurs victoires. Citons la campagne contre Dexia qui finançait les colonies et qui a annoncé qu'elle allait vendre sa filiale israélienne. Soulignons plus spécialement l'action de dockers californiens qui ont refusé de décharger des navires israéliens en juin 2010 suite à l'attaque de la flottille de la liberté. Les dockers indiens et suédois ont également mené de telles actions. Parallèlement aux actions de boycott syndical, le boycott académique et culturel se développe également via la campagne PACBI¹.

Les gouvernements et les patrons collaborent avec Israël

La complicité de la « communauté internationale » est claire quand on sait qu'Israël est membre des organes de



Le boycott des dockers de Californie

entreprises commerçant avec Israël, ou qui travaillent dans les ports et les aéroports concernés par ce trafic pour renforcer ces actions syndicales.

Dans les universités, comme c'est le cas en sciences de gestion à l'UCL, les autorités académiques acceptent d'envoyer des étudiants dans le cadre de programme d'échange ou de collaborer scientifiquement. Menons une campagne de pression pour dénoncer ces accords et mobiliser les étudiants avec les professeurs, les chercheurs et tous les travailleurs des universités pour mettre un terme à cette collaboration en exigeant des Conseils d'Administration des motions de boycott académique.

Enfin, nous pensons que la campagne BDS doit s'accompagner d'un soutien à la résistance palestinienne contre l'occupation d'Israël. Car seule la destruction de l'État d'Israël et la construction d'une Palestine laïque démocratique et non raciste est susceptible d'amener la paix dans la région.

Mobilisons-nous sur nos lieux de travail, les universités et les quartiers pour intensifier la campagne BDS !

Rupture immédiate de toutes relations diplomatiques, militaires, commerciales et académiques de la Belgique avec Israël !
Soutien à la résistance du peuple palestinien !
Pour une Palestine laïque, démocratique et non raciste !

gouvernance mondial (ONU en 1949, OCDE en mai 2010) et que des discussions sont en cours pour qu'il intègre l'OTAN ! Mais lorsque l'État sioniste viole les bases élémentaires de leur législation internationale, tous ces pays impérialistes refusent bien hypocritement que l'on applique la moindre sanction à son égard sous prétexte du « droit à Israël à vivre en sécurité » !

Dans ce cadre, soulignons que les rapports entre la Belgique et Israël ne se limitent pas à l'importation de fruits, légumes ou houmous. La Belgique est un important partenaire commercial d'Israël dans le monde grâce au commerce de diamants qui transite par le port d'Anvers.² De plus, aidé par les agences comme Bruxelles Export, l'AWEX ou Flanders Investment & Trade, la Belgique exporte pour 3,9 milliards d'euros et importe pour plus de 2 milliards ! Ajoutons à cela qu'en mars 2010, les deux pays ont signé une convention fiscale permettant aux entreprises israéliennes de payer moins d'impôts sur le territoire belge.²

Organisons-nous dans nos lieux de travail, dans nos universités, dans les quartiers

La campagne BDS va de l'action de boycott individuel de produits alimentaires aux actions collectives, à l'image de celles initiées par les dockers. Il est important de faire des campagnes de sensibilisation vers les travailleurs des

¹ Palestinian Campaign for Academic and Cultural Boycott of Israël

² www.terredisrael.com/infos/?p=19142